

Mardi 19 Mars 1872

Prix du Numéro : — Départements : 25 CENTIMES.

Les Manuscrits ne seront pas rendus

REDACCTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123

Directeur politique général : LÉONCE DÉTROUYAT

LIBERTÉ

Mardi 19 Mars 1872

Annonces : MM. Ch. Lacroix, G. et C^{ie}, 9, place de la Bourse

40 FR. PAR AN. — 24 FR. PAR SEMESTRE. — 13 FR. PAR TRIMESTRE

BUREAUX : PARIS, RUE MONTMARTRE, 146

Administrateur : LOUIS GAL

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Lille, 17 mars, soir.

Une élection vient d'avoir lieu pour le conseil général : M. Bernard, candidat conservateur, a été élu par 1,600 voix contre 1,441 obtenues par M. Werquin, candidat radical.

Angleterre

Londres, 18 mars.

Le Times et le Daily News sont d'avis que l'Angleterre, dans sa réponse à l'Amérique, doit insister sur le courtisage, mais distinctement, sur le retrait de la demande relative aux dommages indirects avant de continuer les négociations au sujet de l'arbitrage.

La reine, présidera demain le conseil des ministres.

Le gouvernement a accordé à la comtesse de Mayo une pension de mille livres sterling et une somme de vingt mille livres sterling pour ses enfants.

Dublin, 17 mars, soir.

Grande fête aujourd'hui à l'occasion de la Saint-Patrick ; aucun désordre.

Dans des réunions tenues à Drogheda, à Cork et à Waterford, des résolutions ont été adoptées en faveur de la libération des fenians.

Calcutta, 17 mars, soir.

Shere Ali, l'assassin de lord Mayo, a été exécuté mardi. Il a seulement avoué qu'il s'était proposé d'assassiner lord Mayo et le général Stewart. Il n'a pas découvert aucun indice de conspiration.

Gènes, 17 mars.

Les funérailles de Mazzini ont eu lieu aujourd'hui. La cérémonie a été imposante, toutes les classes de citoyens, sans distinction de parti, accompagnant le cercueil. Ordre parfait.

Palermo, 17 mars.

Le prince Frédéric-Charles est arrivé. Il a été reçu par le général Medici. Les Allemands qui résident ici et de nombreux citoyens de Palermo.

Saint-Petersbourg, 17 mars.

L'envoyé russe à Berne, M. le chevalier de Giess, est nommé à Stockholm. Le prince Gortschakoff, conseiller à la légation de Berlin, est nommé à Berne.

Agence Havas

PARIS, LUNDI 18 MARS 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

Nous avons, il y a deux jours, annoncé sur la foi d'un de nos confrères, que le conseil d'enquête chargé de l'instruction préparatoire des capitulations de la dernière guerre, avait exprimé un avis conforme à la mise en jugement du maréchal Bazaine. Il paraît que notre confrère et nous, nous avions pris pour une réalité ce qui ne peut être encore qu'un simple espoir. Le Journal officiel de ce matin publie une note ainsi conçue : « Plusieurs journaux annoncent le résultat du conseil d'enquête sur la capitulation de Metz. Cette nouvelle est prématurée; le conseil n'a formulé aucun avis; il a encore plusieurs personnes à entendre. » Nous avons à peine besoin de faire remarquer à nos lecteurs combien la note de l'organe du Gouvernement est circospecte, dans sa rédaction. La nouvelle n'est que prématurée; rien ne dit qu'elle soit fautive. Le conseil n'a formulé aucun avis; mais il reste permis de croire que l'avis qui formulera le conseil sera absolument conforme à celui que la République française et nous lui avons prématurément attribué. Ces mots, enfin : « Il a encore plusieurs personnes à entendre, »

semblent donner raison aux journaux qui prétendent que le conseil d'enquête ne saurait se prononcer avant d'avoir reçu la déposition qu'ils appellent la principale des dépositions, celle du maréchal Bazaine. Nous croyons pouvoir répondre : Le conseil d'enquête ne rend pas de jugements; sa mission est de transmettre au ministre de la guerre une opinion motivée sur chacun des cas de capitulation qui lui sont soumis; il peut donc se dispenser de citer à sa barre le maréchal Bazaine, comme il s'est d'ailleurs dispensé d'y appeler plusieurs autres signataires de capitulations dont il a déjà terminé l'examen.

La gauche républicaine s'est réunie hier, à Paris, sous la présidence du général Billot. La plus grande partie de la séance a été consacrée à la discussion de la loi Victor LeFranc. M. Marcel Barthe a longuement développé l'amendement dont il est l'auteur et qui consiste à faire viser dans l'article 1^{er} le principe de la souveraineté du peuple et du suffrage universel. La réunion a paru fort sympathique à cet amendement et a décidé qu'en tous cas, elle ne votera point le projet de loi tel qu'il a été rédigé par la commission.

Nous avons à peine besoin de rappeler ici notre opinion sur la loi Victor LeFranc; nous l'avons assez souvent répétée : le Gouvernement n'a qu'un seul parti à prendre et à défendre, c'est de retirer la loi. C'est donc avec une douleur surprise que nous voyons la gauche républicaine encourager le Gouvernement à persister dans sa première rédaction, à l'aggraver même, à provoquer un débat public qui aboutirait certainement à l'abandon de la loi et à la mise en jugement du maréchal Bazaine.

Les journaux anglais s'occupent presque exclusivement de la réponse de l'Amérique à la note de lord Granville au sujet de la question de l'Alabama. Le Times et le Daily News sont d'avis que l'Angleterre, dans sa réponse à l'Amérique, doit insister très courtoisement, mais distinctement, sur le retrait de la demande relative aux dommages indirects, avant de continuer les négociations au sujet de l'arbitrage.

La reine doit présider aujourd'hui un conseil des ministres où cette question sera longuement discutée.

QUESTION DU JOUR

LES INTERPELLATIONS RELATIVES AU SAINT-SIÈGE

De quel côté que viennent les dangers, sous quelque forme qu'ils se présentent, au risque de froisser les sentiments même les plus respectables, il est de notre devoir de les signaler et de dénoncer ceux qui ne craignent pas de les semer sur notre route, déjà si embarrassée par des obstacles de toutes sortes. Que signifient, en un mot, ces interpellations que M. Chesnelong et Mgr Dupanloup veulent adresser à la Chambre relativement au saint-siège? Quel est leur but? Qu'espèrent-ils obtenir? Une intervention armée? Ils n'y songent même pas. Une démonstration sympathique? Mais cet acte seul serait une protestation publique — officielle — contre des faits accomplis sur lesquels il n'y a point à revenir et qui emporteraient avec elle un caractère d'hostilité dont il ne peut résulter qu'une réciprocité nuisible aux bonnes relations existantes.

Pour des hommes qui luttent sans relâche contre le flot bonapartist qui s'élève ou qui tend à s'élever, il faut avoir vu ces démonstrations stériles sont bien

maladroites! Au lendemain du jour où l'on dénonce à l'Angleterre des traités faits par l'Empire, on veut encore rappeler à l'Italie que c'est l'Empire qui a signé la convention du 15 septembre 1864, abandonnant ainsi la papauté à elle-même et faisant Victor-Emmanuel, sinon encore matériellement, au moins moralement, maître de Rome. On doit se réjouir à Chislehurst. Croient-ils donc, les téméraires qui osent soulever ces questions menaçantes, que la France peut impunément braver les puissances qui ont été jusqu'à ce jour ses alliées et en faire des ennemies? Qui ou non, pouvons-nous quelque chose d'efficace pour le saint-père? Nous défions M. Chesnelong de friser sur ce sujet autre chose qu'une proposition platonique, partant dangereuse. La puissance de la papauté a cédé devant la force de la civilisation. Il faut se résigner à le reconnaître, et pour rappeler un mot de M. Emile de Girardin, disons aux catholiques imprudents et impatientes : « Ne versez pas une goutte d'eau dans la cuvette », vous la ferez déborder, et la France payera peut-être fort cher votre trop grande ferveur pour des intérêts à jamais perdus. Patiens quia avertum.

Un fait a détruit un fait. Un droit nouveau s'est créé. Ce ne sont pas les plaintes qui tomberont de la bouche de quelques orateurs de cette pauvre France abattue et courbée sous le poids des défaites qui changeront ce qui existe. Lavons-nous donc les mains, comme Ponce-Pilate, des résultats que nous n'avons pu et que nous ne pouvons pas empêcher. Gardons-nous bien de compromettre des alliances politiques que nous ne saurions trop ménager.

Dans son discours du 6 mars 1872 à la Chambre des seigneurs, M. de Bismark, en prévision des interpellations des catholiques français, a fait pressentir, « à propos de la question religieuse », des complications auxquelles la France ne serait pas étrangère. Il excite ainsi l'Italie contre nous. Il en profite pour flatter son ambition, en lui faisant peut-être entrevoir la possibilité pour la maison de Savoie de reprendre à la France deux provinces perdues. Ferons-nous naïvement le jeu du chancelier de Prusse?

Le gouvernement de Victor-Emmanuel est, il est vrai, trop prudent et aussi trop généreux pour songer à prêter sérieusement l'oreille à des offres si perfides contre un ancien allié puissant et aujourd'hui malheureux. Mais ce même gouvernement pourrait bien se montrer plus attentif et plus facile s'il avait à craindre l'hostilité d'un voisin menaçant.

La Chambre a ajourné — à entendre, voudrions-nous dire — la proposition de M. Victor LeFranc; qu'elle fasse sagement de même pour la proposition Chesnelong, Dupanloup et leurs amis.

Le meilleur moyen de briser ces épées de Damoclès perpétuellement suspendues sur nos têtes, c'est de désintéresser le Gouvernement dans les affaires du culte; c'est de nous engager résolument dans la voie de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Dès lors, plus de question romaine, plus de dissensions pour motifs religieux. Tacite l'a dit : « C'est aux dieux à venger les dieux. »

LÉONCE DÉTROUYAT.

Le 18 Mars

La Commune de Paris qui, grâce à l'occupation des armées allemandes s'est imposée deux mois durant à la France entière, mit un mois à formuler son programme.

Le 19 avril, le Journal officiel publiait sous la signature de tous les membres de la

Commune, une déclaration de principes qui témoignait dans l'histoire de nos révolutions de l'incohérence des idées, des divagations stériles de ce gouvernement du hasard et du gnet-apens dont quelques fous furieux osent encore relever le drapeau souillé de meurtres, d'assassinats et promettant dans nos rues aux heures sinistres de l'incendie.

« Les droits inhérents à la Commune, » disait ce programme, sont : « Le vote du budget communal, recettes et dépenses; la fixation et la répartition de l'impôt; la direction des services locaux; l'organisation de la magistrature; de la police intérieure et de l'enseignement; l'administration des biens appartenant à la Commune. »

En dehors de l'organisation de la magistrature — réforme assez coquille, si l'on songe que la moitié des communes de France n'ont pas même un juge d'ais — la France jouit de toutes les libertés dont la Commune prétendait doter notre pays.

Dans ce pitoyable document, étalonné par des individus condamnés, par leur ignorance et leurs instincts, à évoluer dans les bas-fonds d'une société régulièrement organisée, nous ne retrouvons qu'un mot sincère et trahissant vraiment le but que se proposait la Commune de Paris : « une universalité de la propriété. »

« La révolution communale commencée par l'initiative populaire du 18 mars inaugure une ère nouvelle de politique expérimentale, positive, scientifique. »

Ce lieu commun, le cliché indélébile de toutes les révolutions sociales, a valu à la Commune les sympathies de certaines individualités qui, tout en désavouant les excès commis en son nom, professent publiquement une religieuse admiration pour son programme.

Sa méthode de politique expérimentale, positive et scientifique, dont l'école révolutionnaire parle à tout venant, n'a pas encore été formulée, que nous sachions; et en lisant les livres de Darwin sur l'Origine des espèces, et celui de M. Quinet, sur la Création, on se demande si vraiment nous ne devons pas préférer la Bible avec ses incohérences de date, la tradition religieuse avec ses invraisemblances, à ce que M. Quinet appelle la science.

Nous avons lu dans un des livres de ce dernier que l'examen des crânes d'hommes primitifs, trouvés dans nous ne savons plus quelle caverne, indiquerait à la science le degré de civilisation des individus de l'époque pré-historique.

La science révolutionnaire se plaît à ces hardiesses et croit rester dans le programme de l'expérience et du positivisme en déclarant que nous descendons plus ou moins immédiatement du singe.

Les véritables auteurs de révolutions sont ceux qui osent proclamer comme des faits acquis certaines investigations scientifiques auxquelles manquera peut-être toujours la consécration de la science.

A côté de ces hommes, courtisans de l'opinion ou illusionnés par de fausses doctrines, on aime à voir les véritables lumières de la science, les Littré, les Vacherot, rompre solennellement, non-seulement avec la Commune, mais encore avec les républicains du droit divin, tristes niveleurs qui, tout en niant la fatalité de la misère, proclament la dictature républicaine au nom de la raison, de la morale, de la justice et des droits immuables et inaliénables de l'homme.

La Commune n'a été que la révolte des appétits contre l'ordre social; tous les hommes de cœur, tous les hommes de progrès l'ont maudite et désavouée. Mazzini, qui vient de mourir pauvre et honoré, la flétrit au nom de l'idée de patrie dont elle était la négation; Garibaldi, dont elle

menaçait l'appui, s'est séparé d'elle. Libre aux historiens sinistres réfugiés à Londres de profiter de l'anniversaire du 18 mars pour faire retentir les échos de leurs divagations politiques et sociales; il reste acquis à l'histoire que l'idée communale est la négation de toute liberté, de toute justice, de toute sécurité, de toute propriété légitimement acquise, et que les tristes dictateurs installés à l'hôtel de ville n'avaient qu'un but : la domination exclusive du prolétariat sur toutes les classes de la société.

JULES DE PRÉCY.

REVUE DES JOURNAUX

La dénonciation du traité de commerce franco-anglais préoccupe fort certains groupes de nos confrères. La Presse, entre autres, s'exagère peut-être les conséquences probables de cet acte, que nous avons essayé hier de réduire à ses vraies proportions. Elle considère déjà comme assuré le succès des légalistes doctrines économiques du chef du pouvoir, et n'hésite pas à prédire à l'Assemblée que « dans la pente où elle s'est engagée elle ira jusqu'au bout. »

Nous sommes loin de partager ces alarmes; mais comme on ne saurait trop se garder d'un aussi grand danger que celui d'une rupture entre la France et les autres pays producteurs, nous n'hésitons pas à en mesurer de nouveau, avec la Presse, toute l'étendue.

Nous avons encore trois milliards à payer à nos vainqueurs; il nous faut d'autres milliards pour réparer à l'intérieur les désastres de la guerre et de la révolution. Où les prendrons-nous? Evidemment c'est en développant, au lieu de les restreindre, nos rapports commerciaux avec les autres peuples, que nous pourrions verser nous l'argent qu'on nous arrache et que nous parviendrions à reconstruire l'épargne appauvrie de la France. Qu'allons-nous faire, au contraire? Nous allons relever les barrières de douane qui nous enferment comme autruches dans les murailles chinoises de la protection.

La conséquence de cet isolement ne sera pas moins regrettable au point de vue politique. Certes, tout commande à la France de se méier le moins possible aux incidents de la politique européenne, et de se recueillir dans les devoirs de modération que les événements lui imposent. Mais, dans cette période d'effacement, il est nécessaire de se prononcer, de fortifier même les sympathies des États que leurs relations et leurs affinités ont faits ses alliés dans le passé et pouvant faire encore ses amis dans l'avenir. Est-ce marcher dans cette voie que de froisser, dans tous ces pays, l'opinion publique, de blesser tous les intérêts et d'exciter contre nous des griefs sous bien des rapports légitimes?

Voici un nouvel exemple de la singulière attitude que les princes d'Orléans ont adoptée, et qu'ils observent dans toutes les circonstances délicates de l'exercice de leur mandat législatif.

Le Siècle a découpé le trait suivant dans l'Union, et l'assaisonne de très piquantes réflexions :

« Au moment du vote, dit l'Union, M. le prince de Joinville, dont on explique en général l'abstention dans tous les votes par sa complète simplicité de sentiment, recouvrait l'œil pour entendre ce dont il s'agissait. Il s'est levé, non pour affirmer son opinion, que nul ne connaît encore, mais pour disparaître prudemment, comme son frère l'avait fait depuis une heure. »

Ce sord, dit le Siècle, qui recouvre l'œil au bon moment et qui se débarrasse de la suite du débat, c'est là un trait de mœurs qui ne serait pas déplacé dans nos meilleurs vaudevilles. L'Union explique par ce départ précipité l'abstention des orléanistes, et par suite la défaite de la droite.

C'est pour réparer cet échec et avoir raison de ces fatiétés que M. Dupanloup a repris la question saint-siège, et qu'il demanderait prochainement à l'Assemblée de lui fixer un jour. Ce jour-là, sans doute, les quatre-vingts ans de la droite ne prendront pas le chemin de fer avant l'heure, et nous croyons que M. Dupanloup est parfaitement gâté de ce côté. Mais, du côté du prince de Joinville, nous sommes plus inquiets. Si ce diable de sord s'avise encore d'empêcher au moment du vote et par une brusque retraite, donne aux siens le signal de la défection, qui sera penard? L'évêque.

Le Journal des Débats reprend l'opinion que nous avons, des premiers dans la presse, exprimée au sujet de la loi Victor LeFranc. Il invite le gouvernement à retirer la loi et à se contenter, pour sa défense, des lois antérieures, et il montre que l'adoption même par le gouvernement du projet de la commission ne produirait l'heureux effet qu'on en paraît attendre dans certains groupes politiques, qu'à condition que ce projet fût, en séance publique, voté sans débat.

Une discussion publique sur cette loi aurait, selon toute probabilité, dans les conjonctures actuelles, de fâcheuses conséquences. Est-il possible, en effet, de discuter le projet de la commission et celui du gouvernement, sans toucher à l'éternelle question de la monarchie et de la république? Mais ces mots de « monarchie » et de « république » sont, pour ainsi dire, chargés d'électricité et peuvent, au moindre contact, faire de terribles explosions.

Eh bien! ce sont ces explosions qu'il faut éviter, de peur qu'elles ne mettent le feu à l'atmosphère échauffée de la Chambre. Nos craintes à cet égard nous semblent d'autant moins chimériques, qu'il existe dans l'Assemblée nationale des représentants à l'effet des plus légères occasions de trouble et de désordre de brouiller M. Thiers avec la majorité. Il y a, par exemple, un certain amendement Marcel Barthe qui pourrait bien être la cause d'un conflit entre l'Assemblée et le gouvernement, et amener, sans profit pour l'un comme pour l'autre, des récriminations fâcheuses.

Garibaldi vient d'adresser à la Société ouvrière de Milan la dépêche suivante :

Gènes, Maddalena, 18.

Que Canzio me représente et qu'il fasse flotter le drapeau des Mille en l'honneur du grand Italien.

Signé : GARIBALDI.

LES ACTES OFFICIELS

LE CONSEIL D'ENQUÊTE SUR LA CAPITULATION DE METZ

Plusieurs journaux annoncent le résultat du conseil d'enquête sur la capitulation de Metz.

Cette nouvelle est prématurée; le conseil n'a formulé aucun avis; il a encore plusieurs personnes à entendre.

NOS INFORMATIONS

LE 18 MARS

Il y a un an, à pareil jour, commençait la terrible insurrection qui a fini par les batailles de mai. Beaucoup de personnes ayant certainement oublié les détails de cette journée néfaste, nous croyons utile de leur le remettre en quelques lignes sous les yeux.

C'est à trois heures et demi du matin que la butte Montmartre fut cernée. L'artillerie, le 17^e bataillon de chasseurs à pied, les 122^e, 137^e et 88^e de ligne occupèrent le quartier et le boulevard extérieur. Lorsque cette nouvelle fut connue des chefs de bataillon de la garde nationale, le rappel fut battu partout.

À cinq heures, le 88^e de ligne occupa sans coup férir les buttes Montmartre. Celles-ci n'étaient gardées que par vingt-cinq gardes nationaux, qui n'eurent pas le temps de donner le signal convenu : trois coups de canon.

À six heures et demi furent tirés les premiers coups de fusil; le premier blessé, le fils du concubine de la rue Muller, 28, tomba à l'ors frappé d'une balle à la cuisse.

À neuf heures, les gardes nationaux et le lieutenant-colonel prisonnier. En même temps, on sifflait le général Vinoy, tandis qu'arrivaient les bataillons de Belleville. À cinq heures et demi, une violente fusillade éclata sur le boulevard de l'escorte du général Susbille. A onze heures, on ramassait des cadavres sur le boulevard extérieur. À la même heure, à peu près, les gardes nationaux arrêtaient à la porte Solferino les généraux Lecomte et Clément Thomas. Les barricades s'élevaient à la fois dans tous les quartiers de Paris.

C'est à cinq heures que furent assassinés les deux généraux, dont le conseil de g. erre

Bourse du 18 Mars	Premier cours	Plus haut	Dernier cours
50/0	85 70	85 70	85 70
3 0/0	75 10	75 10	75 10
4 0/0	85 10	85 10	85 10
5 0/0	85 10	85 10	85 10
6 0/0	85 10	85 10	85 10
7 0/0	85 10	85 10	85 10
8 0/0	85 10	85 10	85 10
9 0/0	85 10	85 10	85 10
10 0/0	85 10	85 10	85 10
11 0/0	85 10	85 10	85 10
12 0/0	85 10	85 10	85 10
13 0/0	85 10	85 10	85 10
14 0/0	85 10	85 10	85 10
15 0/0	85 10	85 10	85 10
16 0/0	85 10	85 10	85 10
17 0/0	85 10	85 10	85 10
18 0/0	85 10	85 10	85 10
19 0/0	85 10	85 10	85 10
20 0/0	85 10	85 10	85 10
21 0/0	85 10	85 10	85 10
22 0/0	85 10	85 10	85 10
23 0/0	85 10	85 10	85 10
24 0/0	85 10	85 10	85 10
25 0/0	85 10	85 10	85 10
26 0/0	85 10	85 10	85 10
27 0/0	85 10	85 10	85 10
28 0/0	85 10	85 10	85 10
29 0/0	85 10	85 10	85 10
30 0/0	85 10	85 10	85 10
31 0/0	85 10	85 10	85 10
32 0/0	85 10	85 10	85 10
33 0/0	85 10	85 10	85 10
34 0/0	85 10	85 10	85 10
35 0/0	85 10	85 10	85 10
36 0/0	85 10	85 10	85 10
37 0/0	85 10	85 10	85 10
38 0/0	85 10	85 10	85 10
39 0/0	85 10	85 10	85 10
40 0/0	85 10	85 10	85 10
41 0/0	85 10	85 10	85 10
42 0/0	85 10	85 10	85 10
43 0/0	85 10	85 10	85 10
44 0/0	85 10	85 10	85 10
45 0/0	85 10	85 10	85 10
46 0/0	85 10	85 10	85 10
47 0/0	85 10	85 10	85 10
48 0/0	85 10	85 10	85 10
49 0/0	85 10	85 10	85 10
50 0/0	85 10	85 10	85 10

LE BULLETIN FINANCIER

La Bourse est plus ferme aujourd'hui : le public, mis en éveil sur les exploits des meneurs, se tient sur la défensive et reprend une position qu'il n'aurait jamais dû abandonner. On disait que la Banque allemande avait seule mené la baisse; c'est inadmissible, car on ne pourrait pas expliquer comment la Banque allemande nous donnerait de la Rente à bon marché et nous achèterait, à des prix relativement élevés, des Autrichiens et des Lombards.

Le 3 0/0 au comptant fait 55 75, le 5 0/0 88 75. Le Morgan est bien soutenu à 516 25. Les Villes sont toujours lourdes.

La Banque, le Foncier sont sans changement appréciable. Le Mobilier est sans affaires; on ne trouve point preneurs.

On se tient très ferme sur les actions de Chemins de fer des grandes lignes. Ces valeurs n'ont pu être atteintes par la baisse facile qu'on a faite sur la Rente et sur l'Emprunt.

Le Péruvien a remonté à 65 25 au comptant. Les capitalistes de la place de Londres et de la place de Paris jugent d'une manière très favorable la mesure adoptée par le gouvernement d'unifier sa dette. L'ordre et la régularité dans les finances, ont toujours été pour le crédit d'un pays un stimulant énergique, parfaitement justifié d'ailleurs; et, en dehors de la prospérité de l'Etat péruvien, cette visée du gouvernement a été fort appréciée sur les différents places d'Europe.

Pour arriver à l'unification de ses divers emprunts, le Pérou demande 920 millions de francs en 5 0/0, émis à 77 50, remboursables à 100 en 26 ans par tirages semestriels. L'amortissement aura lieu immédiatement et le premier tirage se fera le 1^{er} mai. Dire que l'emprunt est garanti par les douanes, par les chemins de fer, etc., cela est superflu; il est garanti par la bonne foi d'un gouvernement qui n'a jamais manqué à ses engagements, et dont la richesse est pour ainsi dire proverbiale. Ces fonds seront consacrés, comme nous l'avons dit, à unifier la dette et augmenter encore la richesse du pays par de grands travaux d'utilité publique.

Le capital à émettre est divisé en 1,840,000 obligations de 500 fr., émis à 387 50, rapportant 25 fr. d'intérêt par an, et sont remboursables au pair.

Comme nous l'avons dit, la souscription sera ouverte à Londres chez M. Henry Schroder et C^{ie}. La Société générale est chargée de transmettre les demandes qui seront faites en France.

Le premier versement est de 125 fr. en souscrivant.

Trois

à dernièrement condamné les assassins à mort.

A six heures, l'insurrection était victorieuse à Montmartre, Belleville et la Villette, et de part et d'autre on se préparait au lendemain.

LA REVUE D'HIER

Hier, de une heure à deux heures de l'après-midi, M. le général Dufetey, commandant la 2^e division du 3^e corps, a passé en revue, au camp de Mars, les troupes casernées à l'Ecole-Militaire et à la caserne Duplex. Ce sont les 6^e et 8^e régiments de cuirassiers, les 4^e et 7^e régiments de dragons, et deux batteries d'artillerie.

ARRIVÉE DES PREMIERS MAÇONS

Nous nous demandions dans un de nos précédents numéros ce qu'allait devenir, en l'absence de tout travail, l'émigration de la Creuse, de la Corrèze et du Limousin qui arrive à Paris tous les ans à pareille époque. Ce matin est arrivé à quatre heures et demie, par le chemin de fer d'Orléans, le premier convoi d'ouvriers; il se composait de Bas-Limousins qui s'expatrient pour six mois et viennent demander à la grande ville de l'occupation. Que vont devenir ces malheureux ?

UN NOUVEAU CHEMIN DE FER STRATÉGIQUE

Une commission spéciale composée de généraux et d'inspecteurs des ponts et chaussées vient d'arrêter le tracé d'un chemin de fer de ceinture stratégique destiné à relier entre eux les différents forts, redoutes et autres ouvrages à établir autour de Paris. Ce chemin de fer aura la forme d'un immense polygone et passera par les points suivants : Pontoise, Conflans, Poissy, Saint-Oy, la Minère, la pointe sud du bois de Verrières, Villeneuve-Saint-Georges, Boissy-Saint-Léger, Chenevières, Ville-Evrard, Montfermeil, Vaujours, la Patte-d'Oie, Gonesse et Saint-Leu. Ce chemin de grande ceinture sera relié avec les principales gares et avec le chemin de fer actuel de ceinture au moyen de nombreux embranchements.

LE SERVICE DES ÉBOUGES

Nous avons vu hier procéder au service des ébouges du grand égout collecteur, près d'Asnières. On appelle ébouage l'opération curieuse du curage de l'égout, qui se fait au moyen de bateaux dragueurs sur tout le parcours extra-muros du grand égout. Ce travail occupe plus de 300 ouvriers. L'égout collecteur, qui part de la place de la Concorde, conduit, comme l'on sait, à la Seine, près d'Asnières, où il déverse toutes les eaux et les immondices de Paris. Cet égout, construit de 1857 à 1859 en souterrain, de la rue de la Pépinière aux fortifications (1,800 mètres), est à ciel ouvert des fortifications à la Seine, et la largeur de la cuvette est telle que les bateaux y peuvent naviguer à l'aise.

SUICIDES, ACCIDENTS, ETC.

Encore un obus ! Hier après-midi, villa Montmorency, le sieur Pierre Dumont, journalier, demeurant rue de la Municipalité, 8, dévissait, pour le compte du sieur Huyard, propriétaire, un obus de gros calibre, lorsqu'il fut saisi d'un froissement qui se produisit à l'intérieur, le projectile éclata entre les mains du malheureux ouvrier : les deux jambes furent coupées par les éclats et l'épaule droite brisée.

M. Tardet, commissaire de police, après avoir fait administrer au malheureux blessé les premiers soins, le fit transporter à l'hôpital Beaujon, où il fut admis, sainte Saint-Gabriel, lit 1. Son état est désespéré.

Hier soir, à la barrière Saint-Mandé, près du bureau de l'octroi, les agents de service tuèrent à coups de sabre un chien atteint d'hydrophobie qui mordait toutes les personnes qui se trouvaient sur son passage.

Cette nuit, vers une heure, le sieur Poulet, ciseleur, demeurant rue des Amandiers, 88, à la suite d'une violente discussion avec sa femme, se précipita dans le canal St-Martin au pont des Boules. Bon nageur, il ne tarda pas à remonter à la surface et s'approcha du bord, mais le niveau d'eau se trouvant au moins à deux mètres en contre-bas du sol, il lui était impossible de remonter sur la berge, et le malheureux, épuisé par de longs efforts, alla disparaître, lorsque deux gardiens, accourus à ses cris, le retirèrent de l'eau, jurant, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus.

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ
DU 19 MARS

REVUE MUSICALE

THÉÂTRE-ITALIEN : *La Traviata*. — M^{me} Ramirez, M^{me} Gardoni et Verger. *Lucia di Lammermoor*. — M^{me} Ramirez, M. Guidotti.

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE : *Mignon*, de M. Ambroise Thomas, par M^{me} Galli-Marié et Fédia. MM. Lhéris, Hémel, Ponchard. CONCERTS POPULAIRES : Air et scène d'*Alceste*, air d'*Orphée*, par M^{me} Pauline Viardot. Concerto de piano de M. de Castillon, exécuté par M. Saint-Saëns.

Le Théâtre-Italien, qui semblait condamné à demeurer fermé cette année, a fini par ouvrir ses portes au moment où on s'y attendait le moins. M. Verger, le frère du baryton bien connu des dilettanti, a pu en quelques semaines organiser une troupe, réunir les choristes et les musiciens de l'orchestre, éparpillés de tous les côtés, faire réparer la salle singulièrement dégradée par le séjour d'une ambulance pendant le siège, monter les principaux ouvrages du répertoire, de façon à inaugurer sa direction, sinon d'une façon brillante, ce qui était impossible, du moins fort convenablement, ce qui était extrêmement difficile. L'empressement qu'ont mis les anciens abonnés de la salle Ventadour à venir reprendre possession de leurs places accoutumées, l'élégance des toilettes des femmes qui rappelaient les plus belles soirées de ce théâtre, cher à la haute société parisienne, la bienveillance avec laquelle ont été accueillis les artistes, sont du meilleur augure pour la nouvelle direction.

D'autant plus que, grâce à une activité prodigieuse, M. Verger est parvenu à engager, pour les représentations à venir, les artistes les plus aimés du public. Il suffit de nommer M^{me} Penco, Trebelli, M. Fraschini, et peut-être l'Albani.

Ces brillantes promesses ont rendu le public plein d'indulgence pour la soirée d'inauguration. Nous ne nous montrerons pas plus sévère, sachant faire la part des difficultés insurmontables qu'a dû rencontrer M. Verger pour arriver en si peu de temps à pouvoir ouvrir son théâtre.

C'est par *La Traviata*, un des meilleurs

— Rue Saint-André-des-Arts, 34, une jeune fille de dix-huit ans, la fille Morin, a été trouvée, hier soir, étendue sans connaissance sur le parquet de sa chambre : elle venait de se suicider à l'aide du gaz acide carbonique. Comme elle respirait encore, M. Pedezet, commissaire de police, la fit transporter à l'hôtel-Dieu, où elle fut admise salle Saint-Landry, lit 32. Plusieurs lettres trouvées sur sa table annonçaient que des chagrins de famille l'avaient seuls poussée à cet acte de désespoir.

Hier matin, dans la rue de la Paume, au n° 61, la concierge ne voyant pas passer le sieur Louvier, locataire de la maison, alla frapper à la porte de son appartement, qui était fermée à l'intérieur. Comme elle ne recevait pas de réponse, elle courut chez le commissaire de police de la même rue, qui s'empressa de la suivre au numéro indiqué. La porte fut enfoncée, et on trouva le nommé Louvier étendu mort sur son lit, près duquel on voyait un vaste réchaud. Le corps commençait déjà à se décomposer.

On attribue ce suicide à des chagrins domestiques et à un commencement d'aliénation mentale. Le malheureux, d'ailleurs, n'en était pas à ses débuts : une première fois déjà, il y a cinq ans, il avait essayé du même procédé pour se débarrasser d'une existence qui lui était devenue à charge.

Le sieur Joseph Rayon, rentier, en montant hier l'escalier du Trocadéro, a fait un faux pas et est tombé si malheureusement qu'il s'est brisé une côte. On l'a transporté chez lui dans un état désespéré.

HOMMES ET CHOSÉS

Les journaux radicaux sont remplis d'entre-faites ou bontés d'articles qui les incitent à plaindre : les *Gauche du Sabre*. Ce ne seraient, d'après eux, que discussions suivies de rixes entre soldats et ouvriers des faubourgs, dans lesquelles les soldats tiraient du fourreau leur sabre-batonnette.

Il est possible que cela arrive, bien rarement toujours ; car le soldat sait quelles punitions sévères, autant que justes, l'attendent lorsqu'il est en faute, et, toute proportion gardée, je suis certain que les soldats ne tirent pas aussi souvent le sabre que leurs agresseurs le couteau.

Les journaux rouges sont malheureusement amenés par leurs tendances et leur ligne de conduite à critiquer sans cesse et quand même le pouvoir ; et pour obtenir ce résultat, tous les moyens leur sont bons. Ce ne sont pas, cela est certain, et tous les procès et instructions l'ont prouvé de tout temps, ce ne sont pas, dis-je, d'honnêtes ouvriers qui se trouvent mêlés à des bagarres du genre de celles dont on parle. On sait qu'il y a toujours dans les guinguettes, aux barrières, à la banlieue, là où l'on boit et l'on s'amuse, une certaine quantité de brebis galeuses, de ceux que les ouvriers appellent la gouape, anciens condamnés, pour la plupart, chevaux de retour, fainéants, exerçant des métiers qu'on ne saurait nommer, et que leur oisiveté pousse fatalement à la débâche. Là des désordres, des agressions, des rixes ; mais partir de là pour accuser l'armée tout entière, c'est de la mauvaise foi.

Je sais bien que MM. Jules Favre et Jules Simon, membres du Gouvernement ou peu s'en faut, ont demandé autrefois que chaque homme fût armé de droit, afin d'être toujours prêt à se défendre et à recourir au besoin à l'insurrection, « le plus saint des devoirs ».

Il y a à Paris beaucoup de bourgeois et d'ouvriers qui sont d'un avis contraire à ces deux fortes têtes de la démagogie. Quand ils voient des soldats dans la rue, même avec leurs sabres, ils sont rassurés ; quand ils voient des képis armés de fusils, ils ne le sont plus du tout.

Je songe encore à M. Picard (Ernest), faisant des lazis au sein du conseil du gouvernement dit de la défense nationale, pendant que nos braves soldats mouraient sur le champ de bataille ou souffraient toutes les tortures, et je ne puis m'empêcher de frissonner.

Il n'est pas un Français dont le cœur ne bondisse à la pensée que ce gros homme, qui n'est pas plus républicain que les colonnes Rambuteau du boulevard, qui ne l'a jamais été, bien qu'il en ait porté le masque, riait et contait des calembredaines quand la patrie entière saignait.

Sait-il seulement ce qui s'est passé à Baugency après ces combats sur la Loire qui ont

fait du général d'Aureilles de Paladines un héros de France moins le titre.

Il y avait une maison de cette ville, pensionnat de jeunes filles avant la guerre, dont chaque chambre, de la cave au grenier, regorgeait de corps morts et d'hommes affaiblis étendus en rangs si serrés qu'on ne pouvait s'y mouvoir. C'était un samedi, et beaucoup de ces hommes étaient là depuis le mercredi, quelques-uns depuis le mardi.

Pendant tout ce temps « pas une goutte d'eau, pas un atome de nourriture n'avait passé par leur gosier ; pas une main secourable n'était venue les soulager.

De plus, les fenêtres de la maison étaient toutes brisées. « Et pendant ces nuits et ces jours de froid glacial, ils étaient restés couchés sur le parquet nu, sans que leurs blessures fussent pansées. » Tous les tourments des blessures, du froid, de la faim, de la soif, ont torturé pendant une suite de jours ces martyrs abandonnés. La bataille, en effet, avait sévi avec rage durant trois journées autour de Baugency, sans que d'aucun côté on eût gagné assez de terrain pour s'emparer de la ville et pouvoir songer aux blessés.

Le soir, il se trouva dans la ville un seul docteur en état d'opérer des amputations, et il y avait dans un seul local deux cents hommes atteints de blessures sans espoir. « Les morts gisaient nombreux parmi les mourants. »

De cette masse endolorie, expirante, s'exhalait tous les gémissements auxquels peut se prêter la voix humaine, et pendant ce temps-là M. Ernest Picard faisait des lazis au sein du conseil des ministres.

Et il s'en retournait ensuite chez lui ; il faisait un bon dîner, plantureux, avec bon pain et bonne viande, arrosés d'excellent vin ; puis il s'endormait grassement et se réveillait le lendemain, frais et vermeil, sans avoir fait de mauvais rêves.

Une chose m'étonne, c'est que le général d'Aureilles de Paladines se soit assis à côté de ce grotesque sinistre.

Je suis sûr que ceux qui liront ceci frémissent d'indignation, comme je tremble moi-même en l'écrivant.

A propos de la représentation de *Manin*, au Châtelet, dont l'un des auteurs, Charles de Lorbac, était notre collaborateur alors que la *Liberté* s'était dédoublée et paraissait à Bordeaux, je me demande si jamais la France aura pour la Prusse la sainte haine qu'avait l'Italie pour l'Autriche.

En Italie, les mères eussent donné le sang de leurs enfants pour voir l'Autrichien hors de la patrie ; les petits garçons grandissaient avec la pensée unique de chasser l'Allemand. On était patriote par habitude ; c'était passé dans le sang. Tous les regards étaient sombres, les dents serrées quand on voyait passer sur les places ou dans les rues ces grossiers soldats, au fond bien innocents du mal que faisait leur gouvernement à la nation opprimée.

On sait toujours que c'est une chose futile qui amène les révolutions. L'une de celles, et elles furent nombreuses, qui annonçèrent le soulèvement de 1848, dont Manin fut l'âme à Venise, serait impossible en France, à Paris surtout.

Les Milanais et les Vénitiens avaient essayé de tous les moyens de résistance légale contre l'Autriche. Ils avaient devancé Gambon et sa vaillante, et cette fois, afin de témoigner d'une manière palpable et inattaquable surtout, leur horreur pour la domination étrangère, ils s'étaient imaginés de s'abstenir de fumer.

La régie autrichienne perdait déjà des sommes folles, lorsque le 9 janvier les soldats du gouverneur Radetzki se répandirent tous, parading dans les rues en fumant d'énormes pipes et de très longs cigares. Les enfants de Milan — toujours braves les enfants — partout accueillirent les fumeurs avec des huées.

Les soldats se fâchèrent, un massacre terrible en suivit.

C'est alors que Manin, voyant toutes ses tentatives pacifiques échouer, sema l'idée de la défense. Il conseilla aux jeunes gens de fréquenter la salle d'armes, de s'exercer au tir, d'aller à la chasse, de monter à cheval, de se préparer enfin à la vie de soldat.

Nous n'avons pas, hélas ! un Manin pour conseiller cela à notre jeunesse. On se petit-créver et l'on s'abîme plus que jamais, et quand le tambour battra, on organisera de nouveau la chasse aux emplois d'intendance.

On dit que Bismark rejue et boit une fiole de plus par jour : mauvais signe.

CHRYSALE.

GOUVERNEMENT PÉRUVIEN

EMPRUNT CONSOLIDÉ 5 0/0 1872
15,000,000 L. st. d'obligations pour la Construction de chemins de fer et autres Travaux publics

21,800,000 L. st. des mêmes obligations pour pourvoir à l'amortissement de la Dette actuelle.

Les Obligations sont remboursables par voie de Tirages semestriels au moyen d'un fonds d'amortissement de 2 0/0 par an, à partir de juillet 1872.

LE PRIX D'ÉMISSION EST DE 77 1/2 0/0

L'Emprunt de 15,000,000 L. st. pour les chemins de fer et autres Travaux publics est autorisé par une loi du Congrès national, en date du 24 janvier 1872, et le surplus de l'Emprunt destiné à la conversion de la dette actuelle, par un décret du Gouvernement suprême du Pérou, en date du 21 juillet de la même année.

L'Obligation générale porte que le Gouvernement péruvien s'engage à ne fropper d'aucune taxe les titres de cet Emprunt.

MM. J. HENRY SCHROEDER ET C^o ET STERN BROTHERS sont autorisés à offrir à la souscription publique les Obligations représentant cet Emprunt, aux conditions suivantes :

1^o Les Obligations seront au porteur et divisées en coupures de 1,000 L. st., 500 L. st., 200 L. st., 100 et 20 L. st., portant intérêt au taux de 5 0/0, payables par coupons semestriels au 1^{er} janvier et juillet de chaque année (le premier coupon sera payable le 1^{er} juillet prochain).

2^o Les coupons seront payables à Londres, en livres sterling, à Paris, en or, au change de 25 fr. par 1 L. st., et à Amsterdam, au change du jour sur Londres ;

3^o Le remboursement se fera au pair, en vingt-six années par voie de tirage semestriel, à partir du 1^{er} juillet 1872, au moyen d'un fonds d'amortissement de 2 0/0 par an sur le capital nominal, et au moyen de l'intérêt sur les Obligations remboursées ;

4^o Les Obligations sorties seront payées, avec intérêt, trois mois après la date du tirage ;

5^o Le Gouvernement péruvien se réserve le droit d'augmenter le nombre d'Obligations à tirer à chaque semestre ;

6^o Le prix de souscription est de 77 1/2 0/0 payable comme suit :

L. st. 5 à la souscription ;
L. st. 15 à la répartition ;
L. st. 15 le 1^{er} mai ;
L. st. 42 1/2 le 1^{er} juillet déduction faite du coupon échu.

L. st. 15 le 1^{er} octobre ;
L. st. 15 le 20 décembre

L. st. 77 1/2 sh.

Les souscripteurs, ont le droit, à tout moment, de se libérer entièrement avec bonification d'escompte au taux de 5 0/0 l'an.

Les attributions (allotments) seront faites aussi promptement que possible, après la clôture de la souscription. Si le montant alloué est moindre que celui demandé, le surplus du dépôt sera appliqué au paiement de l'échéance suivante, et si le dépôt est plus que suffisant pour le second paiement, l'excédent sera rendu au souscripteur.

Si aucune attribution n'est faite, le montant du dépôt sera rendu sans délai.

Dans le cas où il y aurait défaut de paiement à la répartition ou à quelques-unes des autres échéances mentionnées ci-dessus, l'attribution (allotment) sera passible d'amputation, et les souscripteurs perdront tout droit sur les sommes déjà versées.

La souscription sera ouverte simultanément à Londres et sur le continent. Des certificats provisoires seront délivrés et échangeables seulement sur la place où ils auront été émis.

Les porteurs de 5 0/0 Péruvien de 1870 auront le droit, avant la clôture de la souscription, d'échanger leurs Obligations à raison de 100 L. st. de capital nominal de ce 5 0/0 (1870) contre 105 L. st. de capital nominal du 5 0/0 nouveau entièrement libéré.

La conversion des Obligations de la Dette 6 0/0 1870 étant facultative, il sera resté un nombre d'Obligations du présent Emprunt, correspondant au montant des Obligations 6 0/0 restées en circulation. Il en sera de même pour le 5 0/0 consolidé de 1865.

Tous les droits et privilèges assurés à la Dette Chil-Pérou de 1865 et à la Dette 6 0/0 1870 resteront attachés aux Obligations non converties.

Les demandes d'attributions (allotments) seront reçues par MM. J. Henry Schroeder et C^o et Stern Brothers, les 20 et 21 mars, et les souscriptions venant de la province jusqu'au 22 mars à midi. Toute demande, pour être prise en considération, devra être accompagnée d'un dépôt préalable de 5 pour cent du montant de la souscription.

La Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France se charge de recevoir les souscriptions au siège social, rue de Provence, 54, dans ses bureaux de quartier, à

de chanter. Voilà un artiste de la bonne école, sachant dire, vocalisant avec facilité, et, ce qui vaut encore mieux, possédant un excellent style.

Le rôle de Violetta nous semble un peu lourd pour M^{me} Ramirez. Ce qui nous rend peut-être trop difficile, c'est le souvenir qu'il y a laissé la Patti, souvenir que la débutante n'aurait pas dû nous rappeler, en imitant les espiègleries de sa devancière, sans y rencontrer les mêmes effets. Il se serait cependant injuste de méconnaître chez M^{me} Ramirez la sûreté et la méthode d'un artiste expérimenté, douée d'une agréable voix de soprano, et capable de rendre d'utiles services à la direction.

Nous en trouvons la preuve dans la façon dont elle a chanté *Lucia*, au pied levé, après avoir donné deux représentations de *La Traviata*. Prévenue la veille seulement que M^{me} Marchetti, se trouvant indisposée, ne pouvait débiter le lendemain dans l'opéra de Donizetti, M^{me} Ramirez, ayant à peine vingt-quatre heures pour repasser le rôle, a empêché, par son zèle, l'admission de l'italien de faire relâche, ce qui eût été fâcheux au début d'une campagne.

Le public a prouvé, par son accueil bienveillant, qu'il savait apprécier le dévouement de M^{me} Ramirez.

M. Verger a retrouvé dans *Lucia* le succès qu'il avait obtenu dans *La Traviata*, et le ténor Guidotti s'est fort convenablement acquitté du rôle d'Edgardo.

L'orchestre des Italiens mérite toujours sa grande réputation. Il est dirigé par un nouveau chef, M. Dami, dont les connaissances ont pu, dès la première soirée, apprécier le rare mérite.

Somme toute, la réouverture de la salle Ventadour s'est faite, malgré des circonstances défavorables, de manière à rassurer sur l'avenir de ce théâtre. L'entreprise de M. Verger a, tout de suite, conquis les sympathies du public et de la presse, qui nous en sommes certains, ne lui ménagea pas leur appui.

La reprise de *Mignon* à l'Opéra-Comique a confirmé la bonne opinion que nous nous étions faite de cet ouvrage à sa première apparition. Nous n'avons pas, du reste, à faire l'analyse d'un opéra consacré par plus de cent représentations.

Paris, ainsi que dans ses agences des départements, pour les transmettre à MM. J. HENRY SCHROEDER ET C^o, et STERN BROTHERS.

En conséquence, les souscriptions seront reçues par elle, les 20 et 21 mars 1872 : Par coupures de 500, 2,500, 5,000, 12,500 et 25,000 fr. de capital nominal ;

Les premiers versements doivent être : Lors de la souscription, de 5 0/0, soit fr. 25.25 (au change de fr. 25.25 par livre) par coupure de 500 fr.

À la répartition, de 15 0/0, soit fr. 75.75 (au change de fr. 25.25 par livre) par coupure de 500 fr.

Le change auquel doivent être faits les quatre derniers versements sera fixé suivant le cours du jour.

Nota. — La souscription donnera lieu à une attribution (allotment) conformément à l'usage de la place de Londres, sans engagement de répartition proportionnelle suivant l'usage de Paris.

BIBLIOGRAPHIE

La *Revue de la Mode*, fondée le 1^{er} janvier dernier, a obtenu un succès qui dépasse toutes les espérances. La *Revue de la Mode* a pour but, non de favoriser le faux luxe et les goûts de dépenses, mais au contraire de faire connaître la véritable élégance et l'économie bien entendue. Ses gravures reproduisent les modes nouvelles inspirées par le bon goût et le bon sens ; ses nombreux patrons, de grandeur exacte, permettent à la femme économiste de confectionner elle-même toutes ses toilettes et celles de ses enfants. Nous donnons à notre quatrième page le programme complet de cette publication hors ligne.

La 4^e édition de la *Deuxième année de la Loire*, par le général Chanzy, est en vente. Superbe vol. in-8^o avec grand Atlas de cartes stratégiques. Prix : 10 fr. franco. — H. Pion, éditeur, 10, rue Garancière, Paris.

ÉCHOS DE PARTOUT

L'Académie des sciences morales et politiques n'a pas siégé samedi.

En apprenant la mort de M. Cochin, elle a levé la séance. C'est M. Mignet qui a donné la triste nouvelle. M. Odilon Barrot s'est joint à lui pour exprimer les profonds regrets de l'Académie.

Le corps de M. Augustin Cochon sera inhumé au cimetière du Mont-Parnasse. C'est là que la famille du préfet de Seine-et-Oise possède une sépulture à perpétuité, sépulture où reposent déjà les membres décedés de la branche aînée et de la branche puînée.

D'une part : Jacques Denis, ex-maire et député de Paris ; Suzanne Maiguy, sa veuve ; Marie-Anne Cochon, veuve Durand, et sœur Geneviève Dubut, de son vivant supérieure à l'hôpital fondé par cette famille.

De l'autre : Denis-Marie, avocat et maire du 12^e arrondissement, mort en 1841 ; Augustin Benoist, son épouse, décedée en 1827.

Il y avait grand dîner hier chez le président de la République.

Citons, parmi les invités : l'ambassadeur d'Angleterre, l'ambassadeur d'Espagne, le baron de Rothschild, le marquis de Byras, le comte et la comtesse de Lévis Mirepoix, le comte et la comtesse de Choiseul, et le baron de Larcy.

Un très grand nombre de personnes ont visité hier la collection des œuvres du peintre Regault.

On peut hardiment évaluer leur nombre à mille ou douze cents.

Le chanteur Barollet avait réuni une assez nombreuse collection de tableaux, dessins et objets d'art.

Cette collection vient d'être vendue ; mais les œuvres qui la composaient n'ont pas rencontré l'engouement qu'a signalé plusieurs ventes récentes.

On a vu vendre là un Titien à 900 fr., un Murillo à 300 et un Velasquez à 125.

C'est à croire que ces tableaux ne sont pas authentiques ; alors, pourquoi figurent-ils comme tels au catalogue ?

Parmi les rares tableaux qui ont atteint un prix convenable, citons un Watteau vendu 8,000 fr. et plusieurs Chardin.

La vente a produit environ 100,000 francs.

L'interprétation est en général satisfaisante.

M^{me} Galli-Marié a conservé le rôle de Mignon, une de ses meilleures créations. Elle s'est incarnée dans ce poétique personnage, de telle sorte que nous ne pouvons nous figurer représenté par une autre.

Celui de Philine est échu à M^{me} Priola. Sans y faire oublier sa devancière, M^{me} Cabell, elle a su en tirer un excellent parti.

Nous avons assez distribué de louanges à M. Lhéris pour qu'il nous permette de lui dire que nous lui préférons M. Achard dans le rôle de Wilhelm Meister. Cet artiste, gâté sans doute par les éloges qui ont salué ses débuts, apporte dans son jeu et dans son chant une affectation on ne peut plus déplaisante. M. Lhéris est trop intelligent pour ne pas se corriger bien vite d'un travers dans lequel tombent trop souvent les ténors d'opéra comique.

Nos compliments à M. Ismaël, qui donne un grand caractère à la figure étrange de Lothario. Nous avons déjà eu l'occasion de dire que ses qualités de chanteur et de comédien convenaient mieux au genre sérieux qu'au genre bouffe. Sa dernière création vient une fois de plus nous donner raison. M. Ponchard est charmant dans le rôle de Laërte ; il y apporte une gaieté et un entrain du meilleur goût.

Voilà une reprise fructueuse qui donnera à la direction le temps nécessaire pour monter les ouvrages nouveaux, qu'elle est sans doute dans l'intention de nous donner. Nous n'oublions jamais, on le voit, les compositeurs français.

Il est vrai que le public n'est pas si exigeant bienveillant à leur égard ; témoin les protestations bruyantes qui ont accueilli le concerto de piano de M. de Castillon, exécuté aux Concerts-Populaires de dimanche dernier par M. Saint-Saëns. Hétons-nous d'ajouter qu'une grande partie de la salle a chaudement applaudi l'œuvre et l'interprète.

C'est certes pas un musicien ordinaire que ce jeune compositeur qui, à ses débuts, soulève des tempêtes, partage l'opinion du public en deux camps, passionne les uns, exaspère les autres. Nous nous tiendrons à une égale distance de ces deux exagérations. Et d'abord il est incontestable que M. de Castillon ne soit un maître dans l'art

M. l'abbé Coqueret, nommé curé de Saint-Laurent, en remplacement de M. Duquesnay, devenu évêque, sera installé aujourd'hui, lundi, à deux heures de l'après-midi, par les soins du vicaire général Langénieux, archidiacre de Notre-Dame.

Le *Petit Journal*, dans son numéro de ce matin, rend compte des obsèques de M. Cochin. Le service ne s'est fait qu'aujourd'hui. Il raconte que la « cérémonie a eu lieu en grande pompe, et que M. Thiers y assistait. »

Un moyen sûr de donner un compte rendu avant tous les autres journaux !

Entendu à la dernière représentation d'*Hamlet* :

PREMIER DILETTANTE. — Très beau, mais trop long !

SECOND DILETTANTE. — On aurait dû faire des coupures.

